

ner quelque chose. Le ministre de la Justice a promis d'attirer l'attention du premier ministre sur ces faits.

Le très hon. MACKENZIE KING (premier ministre): Après être allé aux renseignements, j'ai appris que le ministère de la Défense nationale s'est assuré qu'on accorderait de l'aide sous forme de provisions et d'hommes. Actuellement le Gouvernement enquête pour savoir au juste ce que sont les pertes. Je n'en puis dire davantage pour l'instant.

SUITE DE LA DISCUSSION GENERALE DU BUDGET

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue le 12 mai, sur la motion de l'honorable Charles Dunning (ministre des Finances), invitant monsieur l'Orateur à quitter le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens, sur l'amendement de l'honorable M. Bennett, et sur le sous-amendement de M. Fansher (Last-Mountain).

L'hon. R. J. MANION (Fort-William): Je n'ai pas l'intention, monsieur l'Orateur, au cours des quarante minutes qui me sont accordées, de faire d'inutiles compliments au ministre des Finances, pour son discours du budget, mais je dirai qu'en déposant ce budget il a rendu service au peuple canadien, car il a baissé le rideau sur la fin du dernier acte de la comédie que, depuis neuf années, le Gouvernement actuel présente au peuple du Canada. Une comédie est en général amusante, mais celle-là confine à la tragédie, du moins pour le Dominion, et il est bon qu'elle soit sur le point de finir. Dans l'esprit des gens bien pensants, tout est fini pour le Gouvernement, sauf les élections. Par sa politique anticanadienne, le Gouvernement a causé de graves dommages à toutes nos industries: l'élevage, l'industrie laitière, l'industrie maraîchère et l'industrie manufacturière. En causant des dommages à ces industries, le Gouvernement a chassé nos ouvriers vers les Etats-Unis au lieu de leur fournir du travail et des salaires au pays.

Pour établir ce fait, il suffit de citer les chiffres des importations des Etats-Unis depuis que le Gouvernement actuel est au pouvoir. Si les honorables députés veulent bien les examiner, ils constateront que, durant la première année du régime actuel, nous avons importé pour 516 millions de marchandises des Etats-Unis et que, l'an dernier, nos importations de ce pays se sont élevées à 869 millions, presque le double du chiffre précédent, soit une augmentation de près de 400 millions de marchandises, dont 60 ou 70 p. 100 auraient pu être fabriqué au pays, si la poli-

tique du Gouvernement avait été une véritable politique canadienne. Pendant ces neuf années, notre attitude a été qu'une telle politique était nécessaire. Nous l'avons prouvé par nos résolutions présentées à la Chambre, nos amendements au budget et les discours que notre chef a prononcés devant le peuple canadien. Bref, notre devise est "le Canada avant tout", et c'est grâce à cette ligne de conduite que nous fabriquerons ou produirons au pays tout ce que nous pouvons produire avec économie, en employant nos propres matières premières et en donnant au peuple des produits finis au lieu de les acheter ailleurs, tout en fournissant en même temps du travail et des salaires que nous ne donnerions pas aux ouvriers des pays étrangers.

L'an dernier, le premier ministre a résumé l'attitude du Gouvernement actuel quand il a prétendu que nous ne devions rien faire "pour provoquer Washington". C'était là le résumé final, parce que, depuis plusieurs années, le Gouvernement avait adopté la même attitude. Au cours des trois dernières élections les honorables députés verront, en examinant les déclarations du Gouvernement avant les élections, qu'il a proclamé une politique de libre-échange ou de tarif modéré. Le ministre de l'Intérieur qui a parlé hier, a hautement proclamé le "glas de la protection". Le premier ministre, non pas dans un discours, mais dans des douzaines de ses discours, a déclaré que le tarif constitue un impôt sur le peuple et que, par conséquent, on doit le réduire. Dans nombre de discours, il a dit que le tarif enfante les trusts, les coalitions et les mergers. Il a déploré ce qu'il appelait notre politique du talion. Il a répété que les tories tentaient de supprimer les importations et, dans son discours d'Edmonton, il a affirmé que les importations ne causaient aucun tort. Le ministre des Chemins de fer, l'ancien ministre de l'Immigration (M. Forke) et le ministre de l'Agriculture appuient franchement le libre-échange. Pas plus tard qu'au cours de la session actuelle, quand nous avons présenté notre amendement touchant le décret du conseil au sujet de la Nouvelle-Zélande, le Gouvernement a réitéré sa ligne de conduite et ses partisans, notamment l'honorable député de Weyburn (M. Young) et l'honorable député d'Elgin-Ouest (M. Hepburn) ont affirmé que ce décret devrait demeurer et qu'il ne serait pas bon de le modifier. Le Gouvernement a fini par proposer une motion de défiance contre lui-même et l'a fait adopter, et cette défiance contre le Gouvernement est devenue presque unanime par tout le Canada.

Pas plus tard que le 6 février dernier, il y a trois mois environ, à Regina, le ministre des